

# Où sont passés les millions de Macron ? Réponse dans une video...

écrit par Jacques Martinez | 28 août 2025



---

**Synopsis** : Redressement suite à non paiement de l'impôt sur la fortune, non déclaration d'une créance de 350 000 euros sur son épouse Brigitte, « claquage » de près de 1,5 millions d'euros en trois ans (un Smic par jour), déclaration peu crédible sur les honoraires perçus chez Rothschild and co lors d'une « deal » de 9 milliards d'euros conclu en 2012, depuis 2014, les déclarations de patrimoine et d'intérêt d'Emmanuel Macron suscitent beaucoup de questions. Etait-il réellement plus pauvre que Benoit Hamon et Nathalie Arthaud lors de la présidentielle de 2017 alors qu'il avait fait fortune au sein de la banque Rothschild ? A-t-il toujours dit la vérité sur son patrimoine ? **Enquête de Gauthier Mesnier et Jean-Baptiste Rivoire.** □ Réalisation : Jean-Baptiste Rivoire et Gauthier Mesnier « **Emmanuel, un homme d'affaires à l'Élysée** », une série documentaire d'investigation en huit épisodes produite par OFF Investigation.

Je n'en ai vu que la moitié mais à 28 minutes, c'est à regarder : ils expliquent ce que Macron a fait alors qu'il était ministre des... finances ! Un truand de 1er rang !

## **De Rothschild à l'Élysée : une fortune éclair**

### **L'ascension du jeune banquier**

Avant d'entrer en politique, Emmanuel Macron a connu une carrière spectaculaire chez Rothschild & Co, une des banques d'affaires les plus influentes en Europe. Il y est recruté en 2008 et gravit rapidement les échelons jusqu'à devenir associé-gérant en 2010. Il se distingue notamment par sa participation à plusieurs opérations de grande ampleur, dont le **rachat de la division nutrition**

infantile de Pfizer par Nestlé pour près de 9 milliards d'euros. Ce deal historique lui vaudra reconnaissance... et une rémunération substantielle.

Des millions gagnés... mais introuvables

Selon ses propres déclarations, Emmanuel Macron aurait touché environ 3,3 millions d'euros chez Rothschild. Pourtant, sa déclaration de patrimoine de 2014 n'en reflète qu'une infime partie : à peine 200 000 euros de patrimoine net. Une disproportion frappante qui soulève rapidement des soupçons. Où sont passés ces millions ? La question taraude fiscalistes et journalistes depuis des années.

---

Un ISF évité... de justesse

Sous-évaluation immobilière : une stratégie courante

En analysant les déclarations de patrimoine du couple Macron, plusieurs experts notent des évaluations étonnamment basses. Par exemple, la maison de Brigitte Macron au Touquet est déclarée à 1,2 million d'euros, alors qu'elle vaudrait en réalité 1,45 million. L'appartement parisien d'Emmanuel Macron est quant à lui estimé en dessous même de son prix d'achat, malgré les travaux réalisés. Résultat : le couple échappe de peu à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), dont le seuil était alors fixé à 1,3 million d'euros.

Redressement fiscal discret

Mais l'administration fiscale ne l'entend pas ainsi. En 2016, un redressement est discrètement appliqué. Emmanuel Macron doit finalement s'acquitter de plusieurs milliers d'euros d'ISF pour les années 2013 et 2014. Si ce montant reste faible au regard de sa fortune

supposée, c'est le symbole qui choque : un ancien inspecteur des finances, devenu ministre, semble avoir contourné les règles qu'il était censé défendre.

---

La créance oubliée : une anomalie révélatrice

Un prêt personnel non déclaré

**L'un des points les plus troublants concerne un prêt d'environ 350 000 à 500 000 euros consenti par Emmanuel Macron à son épouse pour financer des travaux dans sa maison du Touquet.** Ce prêt, qui constitue une créance, aurait dû apparaître dans sa déclaration de patrimoine. Or, il est tout simplement omis. Pour les fiscalistes, il s'agit clairement d'un montage d'optimisation visant à minorer artificiellement le patrimoine net du futur président.

Optimisation ou dissimulation ?

Si une telle omission peut, en théorie, relever de la simple erreur, les experts en doutent. Emmanuel Macron, formé aux arcanes de la haute finance, ne saurait ignorer une règle aussi élémentaire. Pour plusieurs avocats fiscalistes, cette opération relève d'une stratégie d'optimisation poussée, limite de la légalité.

---

## **Le deal Nestlé–Pfizer : un jackpot silencieux ?**

Un rôle clé dans une opération titanesque

**Le rachat de la branche nutrition infantile de Pfizer par Nestlé constitue l'un des plus gros deals de la décennie dans le monde de la fusion-acquisition. Emmanuel Macron en est un artisan central.** Selon des sources proches du dossier, il aurait joué un rôle

décisif dans la conclusion de cette opération, valorisée à plus de 9 milliards d'euros.

### Une rémunération opaque

Mais combien Emmanuel Macron a-t-il réellement touché dans cette affaire ? Officiellement, rien ne filtre. Rothschild ne communique pas sur les montants. Cependant, les pratiques du secteur suggèrent qu'il aurait pu percevoir plusieurs millions d'euros. Des fiscalistes estiment même qu'une rémunération de 5 à 10 millions ne serait pas exagérée. Pourtant, aucune trace de cette somme dans ses déclarations officielles...

---

### Des flux vers l'étranger ? Le soupçon du trust

#### Le système des associés-gérants

Chez Rothschild, les associés gérants sont rémunérés via des structures juridiques parfois localisées dans des juridictions offshore comme Guernesey ou Jersey. Ces mécanismes, parfaitement légaux, permettent néanmoins de différer ou d'optimiser l'imposition des revenus. Selon certaines sources, une partie des gains de Macron pourrait avoir été logée dans ce type de structure... et n'être jamais apparue dans ses déclarations fiscales françaises.

#### Un flou légal, une prudence politique

Rien ne prouve formellement qu'Emmanuel Macron ait eu recours à un tel montage. Mais l'absence de clarté, combinée à son rôle d'ancien banquier et à son image de président « des riches », alimente les soupçons. L'Élysée, quant à lui, a toujours refusé de répondre à ces interrogations.

---

La HATVP, l'arbitre silencieux

Contrôle... sans enquête approfondie ?

La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a validé les déclarations de Macron en 2017, malgré les doutes soulevés. Elle estime n'avoir trouvé « aucun élément de nature à remettre en cause » leur exactitude. Mais plusieurs juristes déplorent une absence d'enquête approfondie, notamment sur les flux financiers transfrontaliers ou les créances non déclarées.

La justice paralysée

Jean-Philippe Delsol, fiscaliste critique, saisit le procureur de la République. Sans effet : la plainte est classée sans suite. Et tant qu'Emmanuel Macron reste président, il bénéficie d'une immunité empêchant toute poursuite. Une impunité juridique que ses adversaires dénoncent vivement.

---

Des zones d'ombre qui persistent

Une image entachée

À l'heure où la transparence est une exigence démocratique, l'opacité du patrimoine présidentiel fait tache. Les explications floues, les chiffres incohérents, les oublis répétés nourrissent un récit qui fragilise la confiance des citoyens envers leurs représentants. Emmanuel Macron, qui se veut le chantre de la modernité politique, semble ici rattrapé par les vieux démons de la République des élites.

Un président toujours muet

Ni l'Élysée, ni Rothschild, ni l'administration fiscale n'ont répondu aux questions précises posées par les journalistes ou les associations citoyennes. Le mystère des millions disparus reste donc entier, confiné dans les méandres des déclarations de patrimoine et des structures financières internationales.

---

### **Conclusion : vers une transparence présidentielle ?**

L'affaire du patrimoine d'Emmanuel Macron soulève une interrogation fondamentale : un président de la République peut-il entretenir une telle opacité sans conséquences politiques ? Si rien n'indique formellement une infraction pénale, les indices d'optimisation, de dissimulation et de conflits d'intérêts s'accumulent. Face à l'exigence croissante de transparence, le silence des institutions choque. Pour rétablir la confiance, il devient urgent d'imposer un audit indépendant du patrimoine des plus hauts responsables politiques. Car en démocratie, l'exemplarité ne devrait jamais être optionnelle.

[Source](#)